



Envoyé en préfecture le 25/02/2026  
Reçu en préfecture le 25/02/2026  
Publié le 25/02/2026  
ID : 078-217802396-20260225-DP260001-AR  
Département des Yvelines  
Arrondissement de Mantes-la-Jolie  
Canton de Limay

**ARRÊTÉ DE NON-OPPOSITION A UNE DECLARATION  
PREALABLE - CONSTRUCTIONS ET TRAVAUX NON SOUMIS  
A PERMIS DE CONSTRUIRE  
au nom de la commune**

**Dossier n° DP 78239 26 00001**

Déposé le : **07/01/2026**

Affiché le : **08/01/2026**

Arrêté n° : 2026-0008

Surfaces de plancher :

- o Existantes : **202,20 m<sup>2</sup>**
- o Créées : **0 m<sup>2</sup>**

Par : **Madame Natalie FLAMBARD**  
**12 Rue du Bois**  
**78520 Follainville-Dennemont**

Destination : **Habitation** -  
**Logement**

**Et Monsieur Philippe AUVIN**  
**1 Rue Anatole France**  
**78520 Follainville-Dennemont**

Pour : **Travaux en régularisation (pose de  
trois fenêtres de toit et deux lucarnes  
houteaux)**

Adresse du terrain : **15 Rue Pasteur**  
**78520 Follainville-**  
**Dennemont**

Référence(s) cadastrale(s) : **AL26, AL28**

**Le Maire de FOLLAINVILLE-DENNEMONT**

VU la déclaration préalable décrite dans le cadre ci-dessus,

VU le code de l'urbanisme,

VU le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de la Communauté Urbaine Grand Paris Seine & Oise approuvé par délibération n° CC\_2020\_01\_16\_01 du Conseil Communautaire du 16 janvier 2020, modifié par délibération n° CC\_2023-12-14\_39 du Conseil Communautaire du 14 décembre 2023, et par délibération n° CC\_2026-02-05\_20 du Conseil Communautaire du 5 février 2026 classant le terrain en zone NP, UDb,

VU l'avis favorable de Monsieur l'architecte des Bâtiments de France - Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine du 17 février 2026,

**Article 1 :** Il n'est pas fait opposition aux travaux faisant l'objet de la présente déclaration.

**Article 2 :** En application de l'article R. 462-1 du code de l'urbanisme, à l'achèvement des travaux, le bénéficiaire de l'autorisation d'urbanisme adresse au Maire de la commune la Déclaration Attestant l'Achèvement et la Conformité des Travaux (DAACT).

**Article 3 :** La présente décision est notifiée :

- au pétitionnaire par envoi électronique,
- au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L. 424-7 du Code de l'Urbanisme le : 24/02/2026

Toutes autorités administratives, les agents de la Force Publique compétents sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Conformément à l'article R. 424-15 du Code de l'Urbanisme la présente décision est publiée par voie d'affichage à la Mairie, dans les huit jours de sa notification pendant une durée de deux mois et est archivée à la Mairie.

A FOLLAINVILLE-DENNEMONT, le 24/02/2026

  
Le Maire  
Sébastien LAVANCIER

**DELAIS ET VOIES DE RECOURS :** Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les DEUX MOIS qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « telerecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Il peut également, dans un délai d'un mois à compter de la notification de la décision, saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'état. Le silence gardé pendant plus de deux mois sur ce recours par l'autorité compétente vaut décision de rejet.

**L'exercice d'un recours gracieux ou hiérarchique ne proroge pas le délai de recours contentieux.**

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

#### CONDITIONS DANS LESQUELLES LA PRESENTE AUTORISATION DEVIENT EXECUTOIRE

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au Préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le Maire ou le Président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- **Si votre projet comporte des démolitions, vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.**
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.